

Perspectives trimestrielles des PME

Point de vue des PME sur l'économie canadienne | T3 2022

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES, CANADA



Chaque trimestre, la FCEI et AppEco présentent leurs prévisions pour les principales variables macroéconomiques, intégrant les données exclusives du Baromètre des affaires^{MD} mensuel de la FCEI.

APPECO ANALYSE STRATÉGIQUE • ANALYTICS	Historique				Prévisions		Tendances (2021 T3-2022 T4)
	2021 T3	2021 T4	2022 T1	2022 T2	2022 T3	2022 T4	
PIB selon les dépenses							
Niveau, G\$ enchaînés (2012)	2 091	2 125	2 141	2 158	2 160	2 170	
Croissance annualisée T/T	5,3 %	6,6 %	3,1 %	3,3 %	0,3 %	1,9 %	
Croissance en glissement annuel	3,8 %	3,2 %	2,9 %	4,6 %	3,3 %	2,1 %	
PIB par industrie, secteur des entreprises							
Niveau, G\$ enchaînés (2012)	1 621	1 653	1 669	1 688	1 689	1 698	
Croissance annualisée T/T	5,6 %	8,0 %	4,1 %	4,5 %	0,3 %	2,1 %	
Croissance en glissement annuel	4,0 %	3,9 %	3,8 %	5,5 %	4,2 %	2,7 %	
Ventes au détail							
Niveau, M\$	57 228	58 297	60 218	62 018	61 921	62 227	
Croissance annualisée T/T	11,8 %	7,7 %	13,8 %	12,5 %	-0,6 %	2,0 %	
Croissance en glissement annuel	6,3 %	6,4 %	8,5 %	11,4 %	8,2 %	6,7 %	
IPC, excluant les aliments et l'énergie							
Niveau, indice (2002 = 100)	136	137	139	141	143	144	
Croissance annualisée T/T	4,1 %	3,3 %	4,8 %	7,6 %	5,0 %	2,8 %	
Croissance en glissement annuel	3,0 %	3,2 %	4,1 %	4,9 %	5,2 %	5,0 %	
Formation brute de capital fixe, entreprises							
Niveau, G\$ enchaînés (2012)	369	377	384	375	395	409	
Croissance annualisée T/T	-16,1 %	10,0 %	7,1 %	-9,2 %	23,5 %	14,3 %	
Croissance en glissement annuel	2,5 %	2,5 %	-0,4 %	-2,6 %	7,2 %	8,3 %	
Emploi							
Niveau, k personnes	16 696	16 965	17 200	17 495	17 608	17 668	
Croissance annualisée T/T	12,0 %	6,6 %	5,6 %	7,0 %	2,6 %	1,4 %	
Croissance en glissement annuel	8,0 %	6,4 %	7,7 %	7,8 %	5,5 %	4,1 %	

Source : Modélisation et prévisions d'AppEco fondées sur les données du Baromètre des affaires^{MD}.

Le PIB total n'a progressé que de 0,3 % à T3 2022, freiné par une détérioration du climat des affaires, même si un certain rebond est attendu au cours du T4.

Les ventes au détail ont diminué au T3, avec un taux de croissance de -0,6 %. Une certaine amélioration devrait être observée au T4, mais la croissance restera inférieure à la moyenne, et probablement négative en termes réels.

L'inflation de l'IPC hors alimentation et énergie a repris un peu de vigueur au cours du dernier trimestre, à 5,2 % en glissement annuel. Les opinions concernant les variations de prix attendues restent élevées et suggèrent que ce rythme ne devrait que modérément reculer au cours du T4 et rester en dehors de la fourchette cible de la Banque du Canada.

Les prévisions de croissance de la formation brute de capital fixe restent solides pour le T3 et le T4, stimulées par le nombre élevé de commandes en instance chez les entreprises, qui ont historiquement augmenté les incitations à investir dans les machines et les équipements. Toutefois, compte tenu des perspectives actuelles des autres segments de l'économie, il est peu probable que cette prévision se concrétise.

La croissance de l'emploi devrait finalement ralentir au T3, ce qui concorde avec le ralentissement de la croissance du PIB et la saturation du marché du travail. Ce ralentissement devrait se poursuivre au cours du T4.

DANS CE NUMÉRO



Page 2 - Les postes vacants du secteur privé
au T3 2022 restent historiquement élevés, après avoir atteint de nouveaux sommets lors des précédents trimestres



Page 3 - Le point ce trimestre

Examine de plus près la situation financière actuelle des petites entreprises



Page 4 - À propos et méthodologie

Tableau 2 - Postes vacants dans le secteur privé (T3 2022)¹

	Postes vacants	Taux de postes vacants (%)	Changement sur 12 mois*	Changement sur 3 mois*
Canada	663 100	4,9	-0,1	0,0
T.-N.-L.	6 700	4,6	0,2	0,6
I.-P.-É.	2 200	4,6	-0,2	-0,8
N.-É.	12 600	4,0	-0,2	-1,0
N.-B.	11 900	4,8	0,1	-1,0
Qc	166 400	5,4	-0,4	-0,3
Ont.	257 400	4,7	-0,2	-0,2
Man.	18 600	4,2	0,1	-0,1
Sask.	17 700	5,1	0,5	1,3
Alb.	71 600	4,4	0,2	0,9
C.-B.	98 000	5,1	-0,2	-0,3
Agriculture	8 400	4,9	0,0	0,3
Pétrole et gaz, extr. minière	7 300	3,4	-0,2	-0,3
Construction	76 500	6,4	-0,4	-0,4
Fabrication	71 500	4,4	0,0	0,5
Commerce de gros	31 600	3,7	-0,2	-0,4
Commerce de détail	85 000	4,1	-0,2	-0,2
Transports	34 900	5,3	0,0	0,5
Arts, loisirs et info.	25 600	4,5	-0,3	0,8
Finance, assurance et immo.	48 400	4,5	-0,3	0,9
Services prof. et aux entr.	55 100	4,5	-0,1	-0,2
Gestion d'entreprises	40 500	4,2	-0,1	0,2
Santé et éducation	50 200	4,4	-0,5	-1,5
Hébergement et restaur.	84 900	6,7	0,1	-0,6
Services perso. et divers	43 200	7,5	0,1	0,7
1-4 employés	88 000	7,8	-0,1	0,1
5-19 employés	157 400	6,9	-0,2	0,1
20-49 employés	92 000	5,2	-0,3	0,1
50-99 employés	58 800	4,4	-0,3	0,0
100+ employés	266 900	3,8	0,0	-0,1

Les taux de postes vacants restent élevés

Les postes vacants dans le secteur privé au Canada au T3 2022 sont restés historiquement élevés à 663 100, après avoir atteint de nouveaux sommets lors des précédents trimestres (Tableau 2). Le **taux de postes vacants** s'est maintenu à 4,9 %, contre 5,0 % au T2 2022 (Figure 1). Ce chiffre fait écho au faible taux de chômage (5,4 % en août 2022)¹.

Par **province**, le Québec, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique avaient les taux les plus élevés, atteignant 5,4 %, 5,1 % et 5,1 % respectivement (Figure 1). La Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick ont inscrit une légère baisse par rapport au trimestre précédent, tandis que la Saskatchewan a observé une hausse.

Bien que la majorité des **secteurs** aient suivi une tendance similaire (Figure 2), les services personnels, l'hébergement/restauration et la construction ont été plus durement touchés avec des taux à 7,5 %, 6,7 % et 6,4 %, respectivement. Le secteur de la santé et l'éducation a connu le plus fort recul trimestriel.

La disparité selon la **taille d'entreprise** était importante : le taux de postes vacants était de 7,8 % pour les entreprises de moins de 5 employés et de 3,8 % pour celles avec plus de 100 employés.

Les entreprises comptant au moins un poste vacant prévoient augmenter les **salaires** de 3,8 % dans les 12 prochains mois, tandis que celles sans poste vacant entendent les augmenter de 2,5 % (Figure 3).

Sources :

(1) Statistique Canada. [Tableau 14-10-0287-03](#).

(2) FCEI, Baromètre des affaires^{MP}, janvier 2004 à septembre 2022.

(3) Statistique Canada. [Tableau 14-10-0398-01](#).

Note: *Les changements sur 3 et 12 mois sont en points de pourcentage.

Figure 1 - Taux de postes vacants par province, Canada, 2004-2022^{2,3}

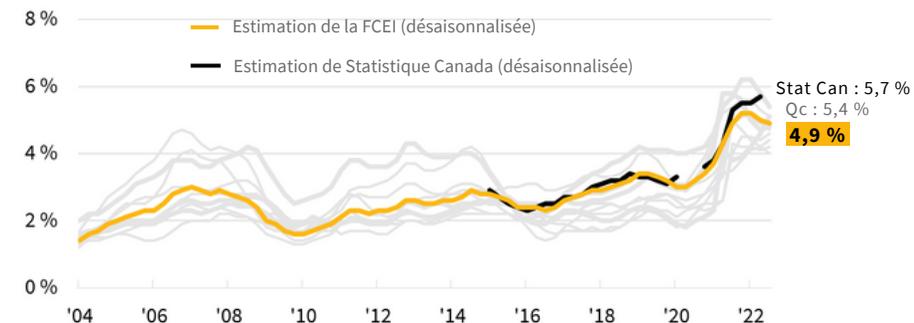


Figure 2 - Taux de postes vacants par secteur, Canada, 2004-2022²

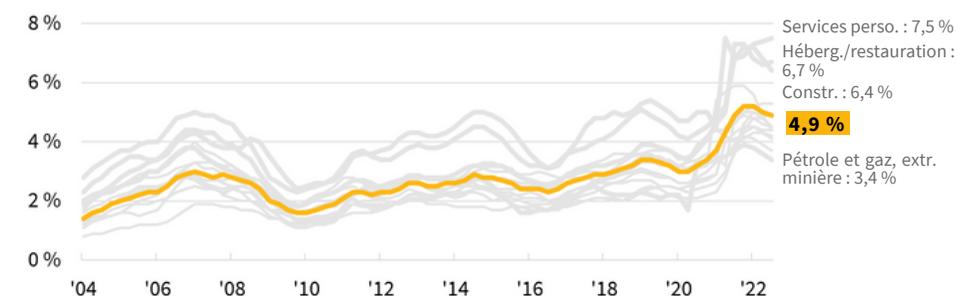


Figure 3 - Hausses salariales moyennes prévues par les entreprises avec au moins un/sans poste vacant, Canada, 2009-2022²

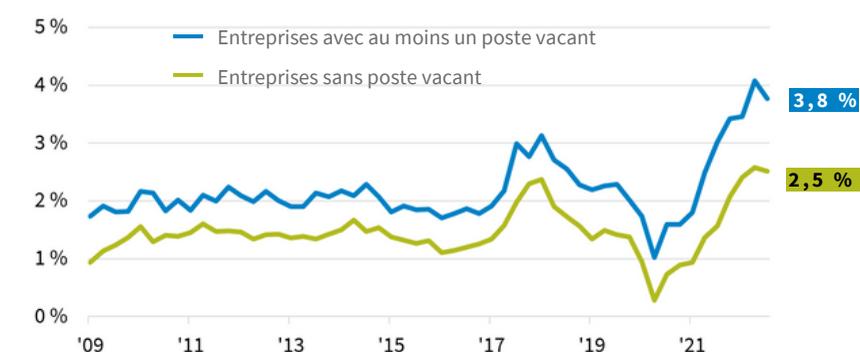


Table 3 - Situation financière des PME, septembre 2022⁴

	Dettes pandémique moyenne (\$)*	PME avec dette pandémique et n'ayant encore effectué aucun remboursement (%)**
Canada	143 771	40
T.-N.-L.	108 900	39
I.-P.-É.	77 000	48
N.-É.	105 000	36
N.-B.	86 740	44
Qc	112 756	31
Ont.	129 271	42
Man.	299 155	40
Sask.	115 122	35
Alb.	233 521	43
C.-B.	110 318	40
Agriculture	107 558	43
Construction	151 612	31
Fabrication	243 244	38
Commerce de gros	161 854	37
Commerce de détail	112 490	39
Transports	102 231	33
Arts, loisirs et info.	159 281	42
Finance, assurance et immo.	264 671	29
Services prof. et aux entr.	104 117	40
Gestion d'entreprises	212 964	42
Santé et éducation	95 707	46
Hébergement et restauration	109 549	54
Services perso. et divers	139 893	42
1-4 employés	107 825	44
5-19 employés	123 127	41
20-49 employés***	270 427	25

Les PME sont toujours sous pression financière à cause de la COVID-19

En septembre 2022, les PME canadiennes qui ont contracté une dette en raison de la pandémie devaient encore 143 711 \$ en moyenne. Les entreprises exerçant leurs activités au Manitoba (299 155 \$) ou en Alberta (233 521 \$) sont celles qui ont déclaré des niveaux d'endettement plus élevés (tableau 3). Dans l'ensemble, environ 40 % de toutes les PME n'avaient encore effectué aucun remboursement.

La structure de la dette et la hausse des taux d'intérêt ajoutent de la pression

La plupart des entreprises ont déclaré avoir contracté des prêts auprès du gouvernement fédéral (65 %), suivis des prêts sur carte de crédit (24 %) et des lignes de crédit supplémentaires (23 %) (figure 4). Les récentes hausses consécutives des taux d'intérêt accroissent encore la pression. Actuellement, une PME sur trois déclare que les coûts d'emprunt font partie des principales pressions sur les coûts. Les préoccupations relatives aux coûts d'emprunt sont en hausse depuis avril 2022 (figure 5).

5 sur 10 font état d'une situation financière difficile

Environ 55 % des PME déclarent que leur situation financière, y compris les dettes contractées en raison de la pandémie, constitue un défi important (figure 6). Le contexte économique est encore aggravé par des revenus plus faibles que la normale, comme le signalent 58% des PME⁴. Cela a conduit à son tour à des changements importants dans leurs modèles d'affaires : par exemple, 88% apportent des changements dans leur entreprise pour faire face à l'inflation⁴.

Sources:

(4) FCEI, Sondage Votre Voix - Septembre 2022

(5) FCEI, Sondage Votre Voix - Mars 2021

(6) FCEI, Your Business Outlook monthly survey, Octobre 2019 à Août 2022

Notes: * Des entreprises qui ont encore une dette pandémique

** De toutes les entreprises

*** 50+ employés ne sont pas affichés en raison du faible nombre de répondants.

Figure 4 - Outils de financement utilisés par les petites entreprises pendant la pandémie, Canada, 2021⁵

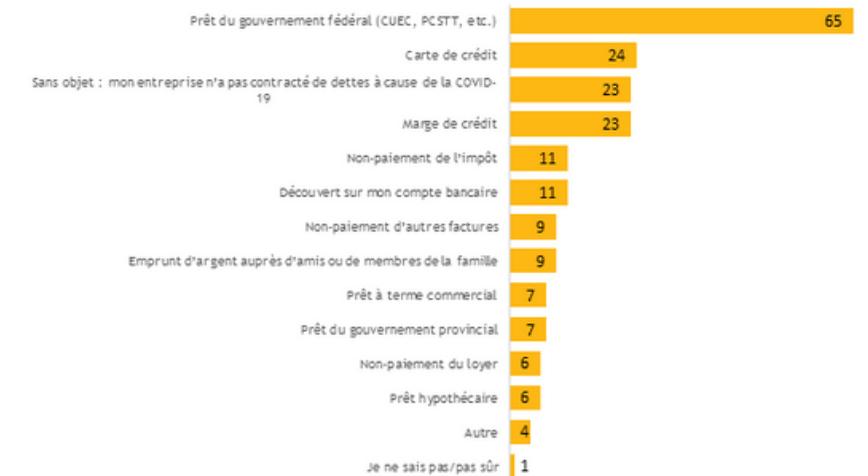
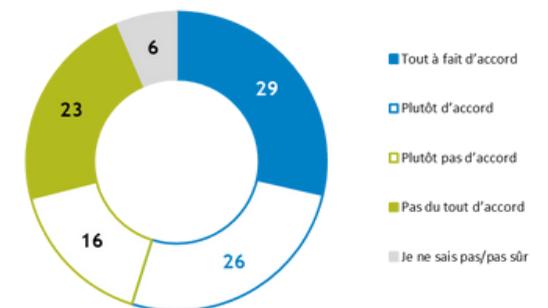


Figure 5 - Part des PME soumises à des pressions sur les coûts d'emprunt, Canada, octobre 2019 à septembre 2022⁶



Figure 6 - "Notre situation financière (y compris l'endettement) est un défi important", PME canadiennes, septembre 2022⁴



MÉTHODOLOGIE

Nos recherches s'appuient sur les points de vue de nos membres recueillis par les divers sondages que nous menons par Internet à accès contrôlé. La FCEI fonctionne selon le principe « un membre, un vote ». Nous produisons des analyses claires, crédibles et convaincantes dans l'objectif de soutenir la réussite des PME canadiennes.

Les membres de la FCEI sont bien représentés dans toutes les régions, industries et tailles d'entreprise. Par conséquent, les données de nos sondages offrent des estimations raisonnables de la répartition de l'activité économique à l'échelle nationale.

Notre sondage mensuel **Les perspectives de votre entreprise** analyse la confiance, les attentes et les perspectives des propriétaires de PME du Canada à l'égard de la situation générale des affaires. Les résultats s'appuient sur plusieurs centaines de réponses recueillies auprès d'un échantillon aléatoire stratifié de membres de la FCEI. Les résultats sont publiés le dernier jeudi de chaque mois dans notre Baromètre des affaires^{MD}. Consultez les résultats pour l'ensemble du Canada, par province et par secteur à fcei.ca/barometre.

Notre sondage omnibus mensuel **Votre Voix** couvre un vaste éventail de sujets, notamment les répercussions de la pandémie. Les résultats sont basés sur plusieurs milliers de réponses reçues à chaque mois et sont présentés sous forme de graphiques clés que vous pouvez consulter à fcei.ca/recherche.

Les **prévisions à court terme** se fondent sur les résultats du sondage *Les perspectives de votre entreprise* mené par la FCEI, dont les données sont disponibles le mois même de leur collecte. La plupart des autres indicateurs économiques rendus publics ont pour leur part toujours un délai entre la collecte et la publication, parfois de plus de deux mois.

Les **estimations sur les postes vacants** se fondent aussi sur ce sondage. L'analyse utilise les données du sondage de la FCEI, de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* de Statistique Canada et des compilations personnalisées de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada.

Pour en savoir plus sur notre méthodologie, visitez fcei.ca/recherche.

À PROPOS DE LA FCEI



La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est le plus grand regroupement de PME au pays, comptant 95 000 membres dans tous les secteurs d'activité et toutes les régions. Elle vise à augmenter les chances de succès des PME en défendant leurs intérêts auprès des gouvernements, en leur fournissant des ressources personnalisées et en leur offrant des économies exclusives. Visitez fcei.ca pour en savoir plus.

FCEI Economie

Simon Gaudreault

Économiste en chef et
vice-président, recherche

Andreea Bourgeois

Directrice, économie

Laure-Anna Bomal

Analyste de la recherche

Alchad Alegbeh

Analyste de la recherche



À PROPOS D'APPECO



AppEco est une firme de consultation spécialisée en analyse économique et stratégique. AppEco possède une expertise reconnue et livre des prestations de première qualité en économie appliquée : études d'impact économique, enquêtes et sondages, analyses avantages-coûts, modélisation, économétrie, tarification, etc. Elle a pour mission d'offrir des prestations utiles qui contribuent à la croissance et aux projets de ses clients. AppEco travaille avec des entreprises de toutes les tailles : PME, multinationales, administrations publiques et organismes sans but lucratif. Consultez le appeco.ca/fr/ pour en savoir plus.

Pierre Emmanuel Paradis

Président et Économiste

Richard Fahey

Vice-président et Avocat

Julien Mc Donald-Guimond

Économiste

